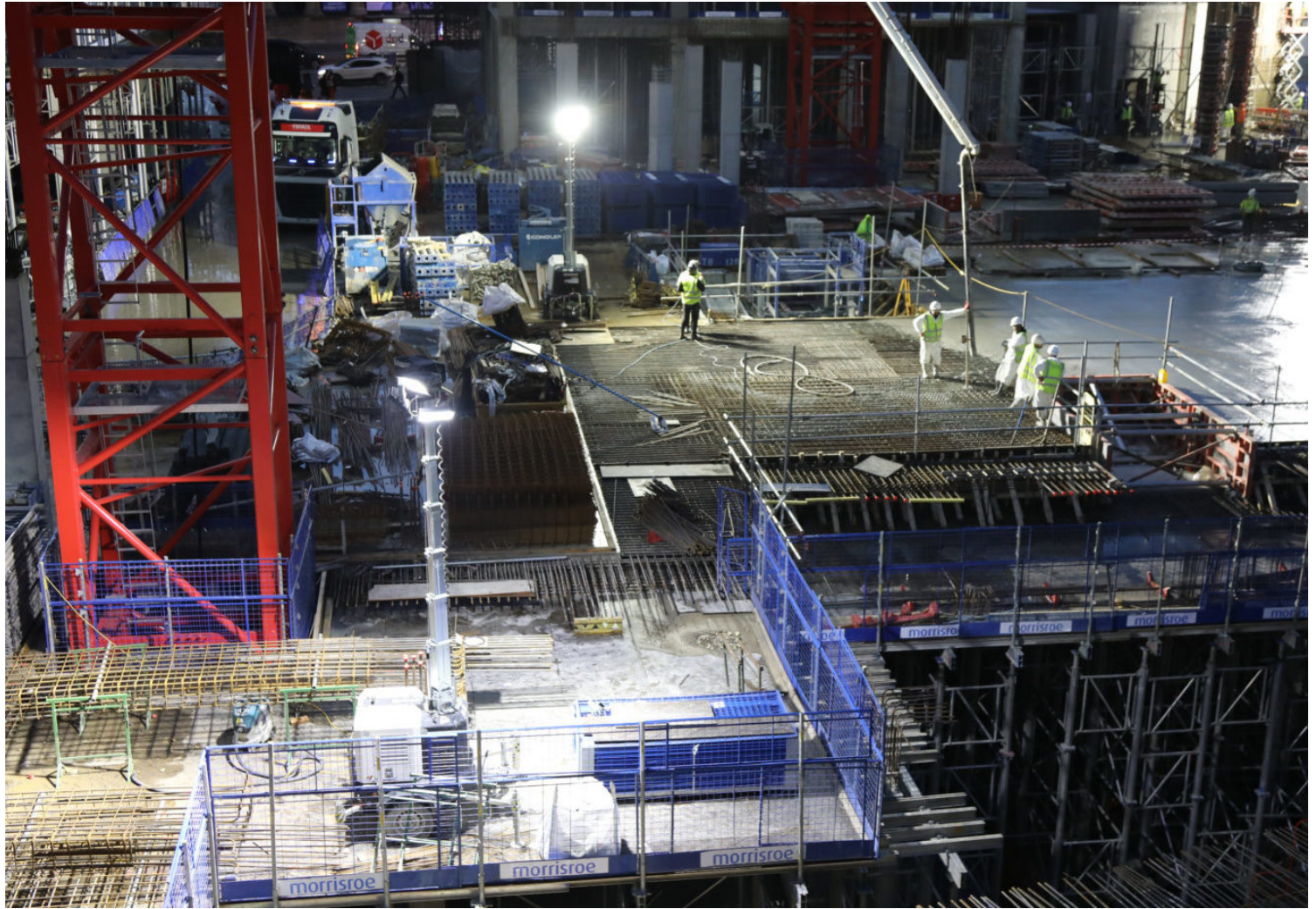




Construction site, Elephant & Castle, London. David Cross, 2023.

TRANS – Art, éducation, engagement

L'UNIVERSITÉ INDISPUTÉE

Pratique artistique et transformation institutionnelle vers l'écopédagogie

← [Retour au sommaire](#)

20 novembre 2023 par [David Cross](#)

TEXTE

« La frontière entre l'univers du discours (orthodoxe ou hétérodoxe) et l'univers de la doxa, au double sens de ce qui va sans dire et de ce qui ne peut être dit faute de discours disponible, représente la ligne de démarcation entre la forme la plus radicale de la méconnaissance et l'éveil de la conscience politique. »¹ (Pierre Bourdieu)

« La pratique et le savoir artistiques ne seraient plus confinés à l'atelier et à la galerie, mais leur champ d'activité serait étendu aux contextes commerciaux, industriels et administratifs afin d'agir sur l'organisation sociétale et les processus de prise de décision. »² (Antony Hudek et Alex Sainsbury)

En tant qu'artiste travaillant de manière collaborative, ma pratique artistique a activé des actions dans des contextes publics, tandis que le fait de travailler dans des universités a permis de payer mon salaire et de soutenir ma pratique artistique grâce à des subventions de recherche. En 2012, pour faire face à la crise socio-écologique, j'ai introduit ma pratique artistique à l'Université des Arts de Londres (UAL) où je travaille. En faisant des interventions conceptuelles, je me suis heurté à la séparation entre le discours académique ou artistique, et les pratiques de l'administration de l'université. Ailleurs, j'ai réfléchi à la manière dont cette séparation permet l'accumulation de capital et la production de subjectivités néolibérales.³ Voyant que la séparation des discours, des pratiques et des fonctions limite le potentiel d'action et d'apprentissage, j'imagine comment ces éléments pourraient être reliés par l'influence émancipatrice de l'écopédagogie.

Dans cet essai, je me réfère à ma pratique artistique collaborative antérieure dans le cadre de Cornford & Cross, puis je décris une série d'interventions que j'ai faites à l'UAL depuis 2012. Pour les situer et en interpréter les résultats, je m'appuie sur le modèle de la *doxa* et du *discours* de Pierre Bourdieu, qui articule la relation entre le champ de production du savoir et les relations de pouvoir qui le régissent.

CORNFORD & CROSS

De 1991 à 2014, j'ai collaboré avec Matthew Cornford sous le nom de Cornford & Cross, réalisant des projets artistiques qui s'engageaient de manière critique dans des contextes publics, en relation avec des questions telles que le militarisme, l'économie et la dégradation écologique.⁴ En cherchant à générer des formes productives de doute autour d'hypothèses, de concepts et de définitions, cette pratique a souvent confronté des points de vue opposés pour générer « une crise d'éléments et de forces incompatibles ».⁵

Les projets de Cornford & Cross ont exploré les termes et les conditions de l'engagement artistique. « Comme dans un jeu dont les règles sont écrites mais dont les mouvements des joueurs sont à la limite de la prévisibilité, nous avons avancé pas à pas. »⁶ Toutefois, les règles du jeu elles-mêmes ont été réécrites lorsque la crise financière mondiale de 2007-2008 a été utilisée en Grande-Bretagne comme prétexte pour la mise en place d'un programme politique d'« austérité » et de privatisation, qui a retiré des ressources de la propriété publique et du contrôle démocratique. La réduction du financement public des espaces d'art, des commandes, des résidences et des publications a effacé bon nombre des soutiens de la pratique artistique professionnelle sur lesquels je m'appuyais. Dans ce paysage appauvri, l'argent est devenu une source de conflit, et Cornford & Cross a mis fin à sa collaboration.

PLACEMENT D'ARTISTES

En 2012, la Raven Row Gallery de Londres a exposé le travail de l'Artist Placement Group (APG), et j'ai été invité à animer une discussion à cette occasion. En reliant les thèmes de l'APG tels que le « placement »⁷ et l'« éducation », et en suivant le projet de Hayley Newman, « Self-appointed artist-in-residence in the City of London »⁸, j'ai désigné mon travail à l'UAL comme un placement d'artiste, en me donnant comme mission de m'engager dans l'éducation dans le cadre de la crise socio-

écologique. En suspendant la distinction entre ma pratique artistique et mon travail en tant qu'universitaire, je me suis appuyé sur la notion d'« *open brief* »⁹ utilisée par l'APG¹⁰ pour me lancer dans une série d'expériences pédagogiques libres.

Alors que la marchandisation de l'enseignement supérieur britannique endettait les universités, l'UAL se tournait vers les « industries créatives » en recadrant la pratique artistique pour aligner créativité et esprit d'entreprise, faisant fi de toute dimension critique à cet égard. Lors d'une réunion du comité de recherche, une équipe de marketing a présenté la nouvelle image de marque de l'UAL, centrée sur le slogan « Parce que le monde a besoin de créativité ». J'ai pour ma part soutenu que l'UAL devrait s'engager explicitement en faveur d'un travail critique comme corollaire de la créativité, car si la créativité ouvre de nouvelles possibilités, l'exercice de la critique permet de faire des choix entre celles-ci sur la base de critères explicites, ce qui permet d'obtenir des résultats réflexifs et émancipatoires.¹¹ On m'a répondu que la présentation n'avait qu'une simple visée informative, et la réunion s'est poursuivie.

En 2013, le vice-chancelier de l'UAL a signé la *People & Planet Green Education Declaration*. L'UAL ne disposant d'aucun forum ou canal démocratique permettant aux universitaires de communiquer avec la direction générale et le conseil d'administration, j'ai écrit directement au vice-chancelier et à son équipe, pour les féliciter de la déclaration, mais en les exhortant à se désinvestir des combustibles fossiles. Bien qu'ils n'aient pas répondu, j'ai réécrit plusieurs fois, résumant et citant la manière dont les dernières recherches avaient établi un lien entre le risque financier, les combustibles fossiles et le dérèglement climatique. J'ai continué jusqu'à ce que le responsable du développement durable me convoque à une réunion et m'ordonne d'arrêter.

Suivant l'affirmation de Pierre Bourdieu selon laquelle « une forme de pensée véritablement critique devrait commencer par une critique des bases économiques et sociales plus ou moins inconscientes de la pensée critique elle-même »¹², j'ai fait d'autres interventions dans le système d'exploitation de l'université, en proposant notamment que l'UAL change d'interlocuteur bancaire au profit d'une banque éthique, et en menant une campagne avec des étudiant·e·x et des membres du personnel, de 2012 à 2015, pour que l'UAL se désinvestisse des combustibles fossiles. Pour préfigurer une société sans carbone, j'ai également conçu un projet éducatif visant à partager les informations et le pouvoir entre les producteurs·ices·x et les consommateurs·ices·x d'énergie renouvelable, ainsi qu'une proposition en vue de remodeler notre université en entreprise sociale coopérative. Mais à chaque fois, les propositions ont été ignorées, rejetées ou marginalisées.¹³

Depuis lors, j'ai travaillé avec des collègues pour organiser des Assemblées sur le climat, explorer la question de la santé planétaire, concevoir un « carnaval de crise » en réponse à la COP26, et organiser des discussions sur la justice climatique. J'ai également contribué à des éléments clés du plan d'action climatique de l'UAL. Dans toutes ces actions, j'ai cherché à activer des boucles de rétroaction entre les activités artistiques et académiques de l'université, et ses fonctions exécutives et opérationnelles.

ASSEMBLÉES SUR LE CLIMAT

Avec des conditions météorologiques extrêmes dans le monde entier, attirant une couverture médiatique accrue à la fin de 2018, Extinction Rebellion (XR) a organisé des actions de désobéissance civile, déplaçant le discours de la continuité « durable » à la rupture de l'urgence. XR a émis la demande cruciale suivante : « Les gouvernements doivent créer et être dirigés par les décisions d'une Assemblée citoyenne sur la justice climatique et écologique ».¹⁴ En mai 2019, le gouvernement britannique a déclaré une urgence climatique.

À l'UAL, la frustration grandissait face à la poursuite par l'exécutif du *business as usual*, et les étudiant-e-x-s, tout comme le personnel, ont accueilli favorablement l'idée d'un forum démocratique visant à établir un consensus pour agir en réponse à la crise climatique. Au printemps et à l'été 2019, Margot Bannerman, maîtresse de conférences en beaux-arts, et Clare Farrell, membre fondateur de XR, ont organisé une série d'Assemblées sur le climat XR, pour que les étudiant-e-x-s, le personnel et des invité-e-x-s puissent s'informer et répondre collectivement à l'urgence climatique et écologique. J'ai contribué à ces assemblées, encadrant la discussion en citant Giorgio Agamben, qui a pris des exemples dans l'histoire pour montrer qu'une urgence est un état politique d'exception lorsque l'État de droit et les droits fondamentaux sont suspendus, et que le pouvoir est délégué à l'exécutif.¹⁵ Plutôt que de céder le pouvoir de déterminer la nature et la portée des mesures à prendre, j'ai dit que nous devrions élaborer collectivement un plan d'action climatique et écologique pour le plan d'études et les opérations de l'UAL, et décider comment allouer les 3,9 millions de livres sterling que l'UAL s'était engagée à désinvestir des combustibles fossiles quatre ans plus tôt.¹⁶

Mais mes propositions sont passées inaperçues, alors que la discussion ouverte a débouché sur des demandes de repas végétaliens à la cantine, de systèmes de recyclage, d'interdiction des matériaux toxiques dans les ateliers, d'un jardin de plantes aromatiques et de teintures biologiques, de l'achat de bois pour préserver la biodiversité et compenser les émissions de carbone, et d'une formation à l'alphabétisation en matière d'émissions carbone. J'ai soutenu que nous devons clarifier nos objectifs et convenir d'une méthode pour comparer les effets écologiques des différentes propositions, afin de pouvoir concentrer nos efforts. Il a été convenu d'établir une série de groupes de travail pour élaborer des propositions et demander à l'UAL de convoquer une assemblée officielle sur le climat.

Fig. 1 Déclaration du bureau de presse de l'Université des Arts de Londres. <https://tinyurl.com/3tbxrs8f> (dernière consultation le 17.09.2019)

En septembre 2019, l'équipe de presse de l'UAL a publié un article déclarant « L'UAL répond à l'urgence climatique », annonçant que le professeur Jeremy Till, Pro Vice-Chancellor, dirigerait la réponse de l'UAL face à l'urgence climatique. Mais il ne mentionnait pas les Assemblées sur le climat XR.¹⁷

En octobre 2019, l'Assemblée sur le climat (*Climate Assembly*) s'est réunie, avec le soutien officiel de l'UAL par l'intermédiaire de Jeremy Till, et une superbe facilitation de Kate Pelen. Lors de ma présentation à l'Assemblée, j'ai déclaré : « Contrairement à un problème fermé dont les paramètres sont connus, la crise socio-écologique est un problème ouvert d'intérêts divergents et de positions contradictoires. » J'ai ajouté que nous devons reconnaître que nos interactions étaient liées à des formations culturelles spécifiques et à des relations de pouvoir. Pour illustrer la façon dont les universités sont liées au système économique à l'origine de la crise climatique, j'ai montré l'histoire de l'UAL [fig.1] et j'ai dit : « L'UAL est cliente de la Royal Bank of Scotland, qui a investi des milliards de livres sterling dans des projets extrêmes de combustibles fossiles, y compris l'extraction de sables bitumineux sur les terres des premières nations du Canada, où les forêts anciennes brûlent aujourd'hui ». J'ai cité la notion de « contemporain profond » de Nicholas Mirzoeff¹⁸, à l'intersection du racisme et de la crise du système terrestre, et j'ai proposé que le plan d'action climatique et écologique de l'UAL associe la décarbonisation à la décolonisation pour faire progresser la justice climatique.

En janvier 2020, l'Assemblée sur le climat officielle s'est à nouveau réunie. La veille, alors que je me préparais à faire une présentation au nom du groupe de travail sur le désinvestissement et l'approvisionnement, j'ai reçu un appel téléphonique m'informant que l'Assemblée ne pourrait avoir lieu qu'à condition que le désinvestissement des combustibles fossiles ne soit ni discuté ni négocié. Ce soir-là, j'ai réécrit ma présentation pour dire que l'UAL avait besoin d'un modèle d'entreprise adapté à la crise climatique, basé sur un plan d'action climatique visant à se décarboniser, dans le cadre du budget carbone mondial.¹⁹ Notant que les revenus de l'UAL s'élevaient à plus de 320 millions de livres sterling²⁰, j'ai proposé qu'à l'instar du comité du gouvernement britannique sur le changement climatique²¹, 1% à 2% de la valeur ajoutée de l'UAL soit investi chaque année pour mettre en œuvre un tel plan d'action pour le climat.

SANTÉ PLANÉTAIRE : UN « SANATORIUM CRÉATIF »

Lorsque le Covid-19 a frappé, les assemblées sur le climat ont été suspendues. Les systèmes centralisés et hiérarchiques de l'université, ainsi que sa dépendance à l'égard des voyages internationaux en avion, étant exposés et vulnérables, les étudiant·e·x·s et le personnel se sont converti·e·x·s presque du jour au lendemain à l'enseignement et à l'apprentissage en ligne, s'adaptant en tant que communauté créative en partageant spontanément leurs connaissances et leurs compétences, et en soutenant collectivement une éthique de respect, de confiance, et même d'amitié.

À l'instar du gouvernement britannique, l'UAL a présenté la pandémie comme une menace discrète qui nécessitait de retarder l'action contre la dégradation du climat. J'ai plaidé pour considérer pandémie et dérèglement climatique comme des symptômes interconnectés de la crise socio-écologique, « une situation dynamique d'interprétations concurrentes, d'intérêts conflictuels et d'impulsions inconscientes, mais qui exige une action concertée basée sur une compréhension partagée ». ²² Avec Gabrielé Grigorjevaïté, j'ai organisé une série d'ateliers en ligne explorant le thème de la santé planétaire à travers l'art et le design.

Richard Horton, et ses collègues de la revue médicale *The Lancet*, ont défini la « santé planétaire » comme « la santé de la civilisation humaine et des systèmes naturels dont elle dépend. ». ²³ La santé planétaire s'appuie sur les travaux du Stockholm Resilience Centre, qui identifie neuf frontières planétaires dans le système terrestre. ²⁴ Ce modèle a influencé la reconnaissance ultérieure par les Nations Unies de « l'imbrication fondamentale de la biodiversité et du climat ». ²⁵ Nous avons lu des textes d'auteurs tels que Gene Ray, qui a établi un lien entre les aspects raciaux de la crise socio-

écologique contemporaine et le traumatisme historique du colonialisme, et s'est demandé « à quoi une théorie critique ouverte aux savoirs indigènes pourrait commencer à ressembler, en ce moment décisif ».²⁶

Nous avons conçu les séances comme un « sanatorium créatif », une expérience pédagogique et un moment de répit par rapport à la productivité, à l'individualisme compétitif, et à ce que j'ai appelé « l'orthodoxie de la positivité ». Permettant à l'incertitude et au doute de coexister avec l'intuition et la digression ludique, le personnel et les étudiant-e-x-s ont collectivement habité les espaces « négatifs » de la pratique créative et de la recherche. Plutôt que d'esthétiser la crise en tant que sujet, nous avons situé la pratique artistique et la recherche comme une interaction sociale alignée sur les objectifs de la santé planétaire : « comprendre les relations dynamiques et systémiques entre les changements environnementaux mondiaux, leurs effets sur les systèmes naturels, et la façon dont les changements des systèmes naturels affectent la santé et le bien-être humains à plusieurs échelles ».²⁷

ACTION POUR LE CLIMAT : ZÉRO ÉMISSION NETTE VS CROISSANCE

En décembre 2020, des membres du Climate and Ecological Action Group ont rencontré James Purnell, le nouveau président et vice-chancelier de l'UAL, pour exiger une action urgente en matière de climat et de biodiversité. Il nous a invité-e-x-s à faire une présentation devant le conseil d'administration de l'UAL, où j'ai fait valoir qu'il était essentiel d'atteindre zéro émission nette de carbone, mais que cela ne suffisait pas pour éviter l'effondrement du climat ; l'impératif est de rester dans les limites du budget carbone mondial,²⁸ en réduisant rapidement et fortement l'utilisation des combustibles fossiles. J'ai montré pourquoi le plan d'action climatique de l'UAL devrait utiliser des objectifs scientifiques, une méthode de décarbonisation à l'intérieur des limites planétaires, et alignée sur les objectifs de développement durable des Nations Unies.²⁹ En utilisant des objectifs scientifiques, le plan d'action climatique de l'UAL pourrait être proportionné à l'ampleur et à la rapidité de la dégradation du climat, cohérent avec les valeurs d'antiracisme de cette dernière, et intégré à sa nouvelle mission, à savoir « l'objectif social ». J'ai conclu que l'UAL était particulièrement bien placée pour atteindre cet objectif par le biais d'innovations et de transformations culturelles. Les membres de l'exécutif m'ont poliment remercié, et la réunion s'est poursuivie.

Malgré l'accueil réservé à mon intervention, l'engagement que j'avais proposé, à savoir atteindre l'objectif « Zéro émission nette », dans le cadre d'une part équitable du budget carbone mondial et en utilisant des objectifs scientifiques, a été intégré dans le plan d'action climatique de l'UAL.³⁰ J'ai donc fait en sorte que l'UAL rejoigne l'Environmental Association of Universities and Colleges (EAUC), et accepte son invitation à devenir une institution pilote développant une méthodologie pour le secteur de l'enseignement supérieur britannique afin d'utiliser les *Science Based Targets*³¹.

L'action climatique, en particulier l'utilisation de *Science Based Targets*, nécessite un sens de la taille et de la proportion basé sur la mesure et la catégorisation. Les émissions de carbone des organisations sont classées dans les catégories 1, 2 et 3,³² les émissions de la catégorie 3 étant souvent de loin les plus importantes. J'ai longtemps soutenu que l'UAL pouvait apprendre, grâce à la recherche-action, à réduire ses émissions totales de carbone et, en juillet 2023, Niamh Tuft, responsable de l'action climatique de l'UAL, m'a demandé de rédiger une analyse de rentabilité pour le calcul des émissions de portée 3 de l'UAL. Le plan de gestion carbone de l'UAL a déclaré que ses émissions du champ d'application 3 représentaient 93% du total, soit 99 600 tonnes.³³ Mais ce chiffre excluait, sans explication, environ 400 000 tonnes d'émissions de type 3 provenant des projets de construction de l'UAL.

Fig 2 Site de construction, Elephant & Castle, Londres, 2023.
Photo : David Cross

En outre, le rapport annuel 2021-2022 de l'UAL ne mentionne que des émissions de portée 1 et 2 de 5 400 tonnes, et « l'économie de 324 tonnes de carbone grâce à des projets de gestion de l'énergie ».³⁴

L'analyse de rentabilité que j'ai rédigée, et mon travail avec l'EAUC ont été interrompus jusqu'à l'arrivée de la nouvelle chargée des affaires sociales de l'UAL, Polly Mackenzie, qui a pris la responsabilité des émissions du champ d'application 3. À l'heure où j'écris ces lignes, le calcul des émissions de portée 3 de l'UAL est en suspens, peut-être afin d'être sous-traité à un consultant commercial, tandis que quatre nouveaux postes en communication ont été créés au sein de l'équipe chargée des affaires sociales.

Avec l'objectif déclaré de parvenir à zéro émission nette, l'UAL prévoit de doubler le nombre d'apprenant.e.x.s dans ses cours.³⁵ Ayant retardé le calcul des émissions, le plan consiste à croître et à attendre 2030 pour « envisager des approches de compensation du carbone ».³⁶ Le comité d'audit de l'UAL est censé surveiller la gestion des risques, mais la liste des principaux risques affectant l'université n'inclut pas la dégradation du climat.³⁷ J'ai alerté le responsable de la politique sociale de l'UAL sur l'absence de gestion des risques climatiques, en lui signalant qu'il est très risqué de penser qu'il est encore possible d'éviter un effondrement incontrôlable du climat. Je lui ai également envoyé des recherches montrant que la compensation est scientifiquement erronée et socialement injuste, car elle retarde l'atténuation du changement climatique et l'adaptation, augmentant le fardeau, et le reportant sur les personnes pauvres et vulnérables du « monde majoritaire », ainsi que sur les générations futures.³⁸ Mais il n'est pas certain que le plan de l'UAL soit modifié en conséquence.

JUSTICE CLIMATIQUE : DÉCOLONISER LA DÉCARBONISATION

En 2022, Rahul Patel et moi-même avons organisé une série de discussions sur la justice climatique, reliant la résistance à la dégradation du climat à l'opposition au racisme structurel et à l'héritage du colonialisme.³⁹ Parmi les intervenant·e·x·s figuraient des enseignant·e·x·s et des chercheur·euse·x·s, des étudiant·e·x·s, un vice-chancelier de l'UAL, des syndicalistes, des artistes, des designer·euse·x·s et des activistes.

L'un des principes clés de la justice climatique est que le dérèglement climatique frappe le plus durement, et le plus rapidement, les personnes les plus vulnérables et marginalisées qui ont causé le moins de dégâts, et qui sont les moins bien équipées pour faire face à la destruction. Ce qui est rarement évoqué, c'est que si des régions et des sociétés entières sont mal équipées, c'est parce qu'elles ont été systématiquement dépossédées par des siècles de colonialisme,⁴⁰ et des décennies de mondialisation.⁴¹ Alors que « l'héritage du traumatisme historique reste largement méconnu ou mal reconnu par les personnes qui ont hérité de ses bénéfices », ⁴² l'injustice est aggravée par la tromperie, car les entreprises mondiales utilisent la transition vers les énergies renouvelables pour blanchir l'expansion néocoloniale de l'extraction minière.⁴³

Un paramètre clé de la justice climatique est le budget mondial du carbone, la limite de la quantité de carbone pouvant être émise sans déclencher un effondrement du climat. Il s'agit du lien crucial entre la décarbonisation et la décolonisation, car il soulève la question de savoir qui a le droit d'émettre du carbone, ce qui étend le problème du calcul technique au jugement éthique.

Fig 3 F.W. Pomeroy Justice (1906), Central Criminal Court, Old Bailey, Londres
Photo : David Cross, 2023

La balance de la justice symbolise l'évaluation des preuves et la mise en balance des revendications concurrentes. Mais la justice doit être fondée sur la légitimité. Pour que la justice climatique soit légitime, les procédures de prise de décision — sur le partage du budget carbone mondial, sur l'allègement de la dette et sur l'indemnisation des pertes et dommages climatiques — doivent être transparentes, équitables et tenir compte des points de vue des populations marginalisées.

DE L'ALPHABÉTISATION AU CARBONE À LA PEUR DU CLIMAT

À la suite de l'appel des Assemblées sur le climat en faveur du développement de programmes et de la formation du personnel sur la crise climatique, l'UAL a financé un programme de formation à la maîtrise du carbone, développé par Margot Bannerman et accrédité en 2023.⁴⁴ George Barker, responsable du développement du personnel de l'UAL, s'est appuyé sur les travaux de Margot Bannerman pour mettre au point une série de webinaires interactifs à l'intention du personnel et des étudiant·e·x·s. J'ai participé aux sessions pilotes, et j'ai fait part de mes commentaires en faveur d'un engagement critique à l'égard de l'alphabétisation au carbone, un domaine contesté. J'ai déclaré que les entreprises de combustibles fossiles et de minéraux, leurs financiers et les médias privés occultent les origines historiques de la crise climatique, et mettent l'accent sur des solutions technocratiques, orientées vers le marché et individualistes.⁴⁵ J'ai montré que la mesure de l'empreinte carbone personnelle a été conçue par une société de relations publiques pour détourner l'attention du public de la compagnie pétrolière à l'origine de la catastrophe de Deepwater Horizon,⁴⁶ dont le PDG a ensuite joué un rôle central dans le retrait du financement de l'enseignement supérieur au Royaume-Uni.⁴⁷

L'alphabétisation au carbone partage avec l'alphabétisation à la finance une tendance à masquer le préjudice social dans un discours ostensiblement neutre. Max Haiven a critiqué les programmes d'éducation à la finance destinés aux peuples autochtones dans le pays aujourd'hui connu sous le nom de Canada. Se référant à « The Uses of Literacy » (1957) de Richard Hoggart, Haiven affirme que les programmes d'éducation à la finance produisent « un profond analphabétisme financier en obscurcissant les dimensions systémiques et structurelles de la dette, des difficultés financières et des modèles de financiarisation, réaffirmant ainsi une tendance néolibérale à privatiser les problèmes sociaux ». ⁴⁸

George Barker a ensuite travaillé avec les producteurs créatifs de l'UAL, Maite Pastor Blanco et Laurane Le Goff, sur « Facing Climate Fears », un programme de développement du personnel, qui invite les gens à partager leurs angoisses face à la crise climatique et écologique. J'y suis allé, prêt à discuter de l'anxiété climatique dans l'environnement d'apprentissage. Décrivant mon travail depuis 10 ans pour persuader l'UAL de s'engager dans la crise climatique, j'ai dit que les Nations Unies avaient récemment averti que le maintien du statu quo conduirait à un réchauffement de 2,8°C .⁴⁹ Cela dépasse de loin les points de basculement du système terrestre,⁵⁰ précipitant probablement des impacts systémiques en cascade, y compris l'extinction massive d'espèces, et l'effondrement sociétal mondial.⁵¹ J'ai parlé des recherches montrant que les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables souffriront et mourront de manière disproportionnée. En imaginant le fossé immense et croissant entre le discours de notre université et ses actions pour lutter contre la crise climatique, j'ai été submergé par l'émotion et j'ai pleuré.

L'UNIVERS DE L'INDISCUTÉ

La campagne pour que l'UAL se désengage des combustibles fossiles, que j'ai initiée et codirigée, a finalement abouti à une promesse officielle de désinvestissement de 3,9 millions de livres sterling, mais notre campagne n'a jamais été reconnue, et malgré des demandes écrites répétées, aucune preuve de désinvestissement n'a jamais été fournie. Mes appels pour que les fonctions académiques et exécutives de l'UAL travaillent ensemble à répondre à la crise climatique et écologique ont été ignorés, et mes propositions pour modéliser l'UAL en tant qu'entreprise sociale et visualiser la consommation d'énergie ont été bloquées. Ma proposition de 2014 pour que l'UAL passe à une banque éthique a été rejetée car jugée irréalisable, bien qu'en 2022, l'UAL soit passée de NatWest (anciennement RBS) à la banque Lloyds. En aucun cas une explication suffisante n'a été donnée.

Depuis les Assemblées sur le climat de 2018-2020, l'équipe de presse de l'UAL a publié un flux d'articles positifs sur l'action climatique, détournant l'attention du modèle commercial et du fonctionnement de l'université vers le programme d'études et le travail créatif des étudiant-e-x-s. Le UAL Climate Action Plan a développé cette approche en juxtaposant des images provocantes et des déclarations radicales avec des engagements sur les paramètres clés de l'action climatique, mais sans jamais citer de recherche pertinente, ou établir des plans pour une décarbonisation réelle. L'absence d'évaluation des risques climatiques dans la gouvernance ou la stratégie de l'université signale une déconnexion par rapport aux preuves scientifiques,⁵² à la politique internationale,⁵³ aux perceptions du public,⁵⁴ aux institutions financières⁵⁵ et au propre plan d'action climatique de l'UAL, qui s'engage à « changer notre mode de fonctionnement ».⁵⁶

Dans son analyse des relations entre savoir et pouvoir, Pierre Bourdieu a développé le modèle de la « doxa », pour théoriser la tendance des groupes sociaux à produire un sens des limites et des classifications, qui définissent une idée partagée de la réalité :

« Les systèmes de classification qui reproduisent, dans leur logique propre, les classes objectives, c'est-à-dire les divisions par sexe, âge ou position dans les rapports de production, apportent leur contribution spécifique à la reproduction des rapports de pouvoir dont ils sont le produit, en assurant la méconnaissance, et donc la reconnaissance, de l'arbitraire sur lequel ils reposent [...]. Cette expérience, nous l'appellerons doxa, pour la distinguer d'une croyance orthodoxe ou hétérodoxe impliquant la conscience et la reconnaissance de la possibilité de croyances différentes ou antagonistes. »⁵⁷

Fig. 4 L'univers de l'indiscuté, Pierre Bourdieu (1977), p. 168.

Dans un diagramme schématique [fig. 4], Bourdieu situe l'« univers du discours », qui comprend à la fois les opinions « hétérodoxes » et « orthodoxes », au sein de la doxa, l'univers de l'indiscuté.

Dans l'université, l'acceptation tacite par les universitaires de la frontière entre ce qui peut être discuté, et ce qui ne peut pas l'être, est inexplicable dans les termes d'un discours critique, mais inévitable suivant la logique de contrôle des budgets, des salaires, de la charge de travail et de la progression de la carrière universitaire. Avec son modèle d'entreprise et ses opérations dans « l'univers du non-discuté », la direction de l'UAL influence « l'univers du discours » en déplaçant sélectivement les questions de l'hétérodoxe vers la zone de discussion orthodoxe, les recadrant ainsi pour servir l'ordre existant. Les fonctions opérationnelles et de direction de l'université sont ainsi habilitées à récupérer le travail critique du personnel et des étudiant-e-x-s, tout en restant exemptes de la critique académique, ce qui indique que le monde des affaires peut influencer la recherche académique, mais que la recherche académique ne peut pas influencer le monde des

affaires. Si « la doxa, en tant que forme symbolique du pouvoir, exige que ceux qui y sont soumis ne remettent pas en question sa légitimité ou la légitimité de ceux qui l'exercent », ⁵⁸ elle est alors incompatible avec la pédagogie critique et la justice climatique.

Pourtant, les interventions décrites ici, et les réponses de la direction à ces interventions, ont révélé les limites du discours accepté. En outre, bien qu'elles aient rencontré des obstructions, des déconnexions et des lacunes, ces interventions ont contribué à la transformation de la mission, de la stratégie et de la politique officielles de l'université, ce qui suggère que la frontière de la doxa n'est ni fixe, ni imperméable.

Après avoir étudié le mouvement des opinions « hétérodoxes » vers des opinions « orthodoxes », et entre « l'univers de l'indiscuté » et « l'univers du discours », j'ai redessiné le diagramme de Bourdieu pour visualiser un processus d'échanges elliptiques à travers une frontière semi-perméable :

Fig. 5 L'univers de l'indiscuté, redessiné pour une université
David Cross, 2023

CONCLUSION

Dans le cadre de sa mission d'utilité sociale, l'UAL vise à atteindre zéro émission nette de carbone, tout en prévoyant de doubler le nombre d'étudiant-e-x-s. Le fait que le conflit entre ces objectifs distincts ne soit pas discuté est symptomatique de la séparation structurelle entre les activités académiques de l'université et ses opérations commerciales. En l'absence de « voie crédible » permettant aux nations de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, ⁵⁹ l'université doit développer un « transnationalisme post-carbone » en traçant une voie crédible pour minimiser et retarder l'effondrement du climat, tout en préparant le personnel et les étudiant-e-x-s à un monde de risques non assurables. ⁶⁰ Cependant, en limitant et en marginalisant la critique, l'université a affaibli les compétences réflexives et les tendances émancipatrices nécessaires pour faire face à la crise socio-écologique dans laquelle elle est impliquée.

Cependant, « la crise est une condition nécessaire à la remise en cause de la doxa mais n'est pas en soi une condition suffisante à la production d'un discours critique ».⁶¹ Un discours ne peut être reconnu comme tel que lorsqu'il est mis en relation avec un autre discours ; comme l'observe Roslyn Frank, « ce n'est que lorsque nous sommes confrontés à un horizon conceptuel différent, exprimé par une culture et une langue (radicalement) différentes, que nous pouvons commencer à réfléchir sur le nôtre ».⁶² Un discours critique peut développer une telle réflexion, en questionnant la manière dont certains concepts et modèles de pensée et de communication servent des relations de pouvoir particulières.

Le pouvoir de l'université combine le capital économique, culturel et social⁶³ qui s'articule à travers la séparation de ses communautés académique et administrative. L'UAL construit un capital culturel et social dans son « univers de discours » en facilitant et en célébrant publiquement le travail de ses étudiant-e-x-s et de son personnel. Parallèlement, l'UAL construit un capital économique, en se conformant certes aux exigences réglementaires en matière d'information par le biais de ses rapports financiers, mais en positionnant sa gouvernance, sa stratégie, sa gestion des risques et ses opérations dans l'« univers du non-discours ». Cela a un double effet : le modèle d'entreprise et les fonctions exécutives sont soustraits à la critique intellectuelle, et un « programme caché »⁶⁴ est mis en place, qui, dans ce contexte, enseigne que les pratiques créatives et critiques sont soumises à un environnement juridique et politique conçu pour favoriser les intérêts privés dans une économie basée sur la croissance, et par conséquent écocide. En tant que telle, la frontière entre ces univers est un lieu clé de « [...] la lutte pour le pouvoir d'imposer le mode légitime de pensée et d'expression qui se déroule sans cesse dans le domaine de la production de biens symboliques ».⁶⁵

Sur un mode plus diplomatique, l'UNESCO décrit une « approche institutionnelle globale » de l'éducation au développement durable : « L'ESD⁶⁶ ne consiste pas seulement à enseigner le développement durable [...], l'institution éducative dans son ensemble doit être transformée. [...] De cette manière, l'établissement lui-même sert de modèle aux apprenants ».⁶⁷ Mais si la prémisse est solide, la conclusion présuppose que l'établissement et les apprenant-e-x-s soient des groupes différents, qui interagissent selon l'idéal libéral de l'égalité formelle. Dans le contexte réel de l'inégalité économique et de son système de valeurs de domination sociale, la volonté d'opérer une transformation juste est inversement proportionnelle à la capacité de le faire : la direction a la plus forte motivation à se distancier des apprenant-e-x-s en maintenant l'univers de l'indiscuté.

Pour sortir de cette impasse, il faut que les cadres s'identifient comme des apprenant-e-x-s et acquièrent les compétences transversales qui, selon l'UNESCO, sont indispensables à tou-te-x-s les apprenant-e-x-s pour faire progresser le développement durable. Ces compétences comprennent « les capacités à reconnaître et à comprendre les relations [...], à appliquer le principe de précaution [...], à faire face aux risques et aux changements [...], à comprendre les normes et les valeurs qui sous-tendent ses actions et à y réfléchir [...], à apprendre des autres [...], à réfléchir à ses propres valeurs, perceptions et actions [...], à gérer ses sentiments et ses désirs [...], à appliquer différents cadres de résolution de problèmes à des problèmes de durabilité complexes, et à élaborer des solutions viables, inclusives et équitables ».⁶⁸

L'acquisition de ces compétences pourrait favoriser un rapprochement entre les fonctions administratives de l'université, et les discours et pratiques de sa communauté académique et artistique, facilitant le passage d'un paradigme de contrôle à un paradigme de réactivité plus souple aux interactions complexes et non linéaires entre les systèmes sociaux et écologiques.

La désignation d'un emploi universitaire comme *placement d'artiste* a mobilisé une impulsion critique entre l'univers du discours et l'univers de l'indiscuté. Cette transgression a provoqué des réactions défensives telles que l'obstruction et l'indifférence feinte, mais elle a également activé des échanges qui ont contribué à transformer l'image de soi et le discours de l'université. Il s'agit maintenant d'activer une boucle de rétroaction entre les gestes symboliques et les changements concrets, en veillant à ce qu'ils échappent à la récupération en devenant des récits propres au marketing.

Notes

1. Pierre Bourdieu, *Outline of a Theory of Practice*, Cambridge: Cambridge University Press, 1977, p. 168. Les passages cités n'étant pas disponibles sous cette forme dans l'édition originale en français, toutes les citations de cet ouvrage sont traduites par nos soins. Toutes les traductions dans la suite du texte sont les nôtres. ↵
2. Antony Hudek et Alex Sainsbury, *Context is Half the Work: A Partial History of the Artist Placement Group*, Berlin, Kunstraum Kreuzberg/Bethanien, 2015, p. 2. ↵
3. David Cross, « Never Let Me Go », dans David Blamey et Brad Haylock (dir.), *Distributed*, Londres, Open Editions, 2018, pp. 29-51. ↵
4. John Roberts et Rachel Withers, Cornford & Cross, Londres, Black Dog, 2009. ↵
5. David Cross, « A Placement for Everyone », dans Marie Sierra et Kit Wise (dir.), *Transformative Pedagogies and the Environment*, Champaign, Common Ground, 2018, p. 33. ↵
6. David Cross, « Mobilising Uncertainty », dans Elizabeth Fisher et Rebecca Fortnum (dir.), *On Not Knowing: how artists think*, Londres, Black Dog, 2013, p. 32. ↵
7. (NdE) L'Artist Placement Group a organisé, entre le milieu des années 1960 et 1980, des "placements" d'artistes dans des entreprises ou des institutions publiques, avec l'idée d'obtenir, par le biais d'un travail artistique intimement lié au contexte, un bénéfice mutuel. ↵
8. Hayley Newman, « About », 2011, <https://www.hayleynewman.org/about> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
9. (NdE) Une sorte de carte blanche donnée aux artistes afin que les résultats de leurs pratiques restent ouverts et se formalisent au cours du processus d'échange. ↵
10. Antony Hudek et Alex Sainsbury, op. cit., p. 3. ↵
11. Raymond Geuss, *The Idea of a Critical Theory: Habermas and the Frankfurt School*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981. ↵
12. Pierre Bourdieu et Hans Haacke, *Free Exchange*, Cambridge, Polity Press, 1995, p. 74. ↵
13. David Cross, « A Placement for Everyone », op. cit. ↵
14. Extinction Rebellion, « Our Demands », 2018, <https://rebellion.global> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
15. Giorgio Agamben, *State of Exception*, Chicago, University of Chicago Press, 2005. ↵
16. Emma Howard, « Ten UK universities divest from fossil fuels », *The Guardian*, 10 novembre 2015, <https://www.theguardian.com/environment/2015/nov/10/ten-uk-universities-divest-from-fossil-fuels> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
17. UAL Press Team, septembre 2019, <https://www.arts.ac.uk/about-ual/press-office/stories/university-of-the-arts-london-responds-to-climate-emergency> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
18. Nicholas Mirzoeff, « Devisualizing the Deep Contemporary » [conférence], *Art and Decolonization Symposium*, Londres, Afterall et Museu de arte de São Paulo (MASP), mai 2019. ↵
19. Bård Lahn, « A history of the global carbon budget », *WIREs Climate Change*, vol. 11, n° 3, 2020. ↵
20. UAL, *Annual Report and Financial Statements*, juillet 2019, https://www.arts.ac.uk/_data/assets/pdf_file/0024/193155/UAL-FS_2019.pdf (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
21. Committee on Climate Change, *Net Zero: The UK's contribution to stopping global warming*, Londres, Committee on Climate Change, 2019. ↵
22. David Cross, *Get Well Soon: Planetary Health and Cultural Practices*, Londres, Social Design Institute, octobre 2020, p. 2, https://www.arts.ac.uk/_data/assets/pdf_file/0017/259100/SDI_Cross_3.2_ed.pdf (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
23. Richard Horton, Robert Beaglehole et al., « From public to planetary health: a manifesto », *The Lancet*, vol. 383, n° 9920, 2014, p. 847. ↵
24. Johan Rockström et al., « Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity », *Ecology and Society*, vol. 14, n° 2, 2009. ↵
25. Hans-Otto Pörtner, Robert Scholes, et al., *Workshop report on biodiversity and climate change*, Bonn; Bremen; Geneva, IBPES et IPCC, 2021. ↵
26. Gene Ray, « Writing the Ecocide-Genocide Knot: Indigenous Knowledge and Critical Theory in the Endgame », *South as a State of Mind #9 [documenta 14 #4]*, n° 9, 2017, p. 121. ↵
27. Montira J. Pongsiri et al., « Planetary health: from concept to decisive action », *The Lancet Planetary Health*, vol. 3, n° 10, octobre 2019, <https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-51961930190-1/fulltext> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
28. Bård Lahn, op. cit. ↵
29. Science Based Targets initiative, février 2023, <https://sciencebasedtargets.org> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
30. UAL, *Climate Action Plan*, 2023, <https://www.arts.ac.uk/about-ual/climate-action-plan> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
31. (NdE) Une initiative s'adressant aux entreprises, en cherchant à faire de leur transition vers

- une économie bas carbone un avantage compétitif. ↵
32. Greenhouse Gas Protocol, Corporate Value Chain (Scope 3) Standard, 2011, <https://ghgprotocol.org/standards/scope-3-standard> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
 33. UAL, *Carbon Management Plan – realising a net-zero carbon institution by 2040*, juin 2023, p. 6; 19; 24 https://www.arts.ac.uk/_data/assets/pdf_file/0021/213852/UAL-CMP-v1272.pdf (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
 34. UAL, Annual Report and Financial Statements, juillet 2022, p. 45, https://www.arts.ac.uk/_data/assets/pdf_file/0021/376131/UAL-Report-and-Financial-Statements-31-July-2022.pdf (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
 35. UAL, Our Strategy, 2022, p. 7, https://www.arts.ac.uk/_data/assets/pdf_file/0036/339984/UAL-our-strategy-2022-2032.pdf (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
 36. UAL, Annual Report and Financial Statements, juillet 2022, p. 45, op. cit. ↵
 37. Ibid., p. 58. ↵
 38. Wim Carton, Jens Friis Lund et Kate Dooley, « Undoing Equivalence: Rethinking Carbon Accounting for Just Carbon Removal », *Frontiers in Climate*, vol. 3, art. 664130, 2021. ↵
 39. David Cross, « Climate Justice: Decolonizing Decarbonization », *Council for Higher Education in Art and Design*, 2022, <https://www.chead.ac.uk/climate-justice/> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
 40. Walter Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa*, London/New York, Verso, 2018 [1988]. ↵
 41. Fouad Makki, « The empire of capital and the remaking of centre-periphery relations », *Third World Quarterly*, vol. 25, n° 1, 2004, p. 149–168. ↵
 42. David Cross, « Decarbonisation and Decolonization: Liberation? », dans Kieren Jones (dir.), *Material Futures: where science, technology and design collide*, Londres, Central Saint Martins, 2019, p. 94–96, https://issuu.com/csmtime/docs/ma_material_futures_catalogue/52 (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
 43. Benjamin Hitchcock Auciello, *A Just(ice) Transition is a Post-Extractive Transition*, Londres, London Mining Network and War on Want, 2019. ↵
 44. Carbon Literacy Project, 2023, <https://carbonliteracy.com> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
 45. Michael E. Mann, *The New Climate War*, New York, Public Affairs, 2021. ↵
 46. Mark Kaufman, « The Carbon Footprint Sham », *Mashable*, juillet 2020, <https://in.mashable.com/science/15520/the-carbon-footprint-sham> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
 47. David Cross, « A Placement for Everyone », op. cit. ↵
 48. Max Haiven, « The Uses of Financial Literacy: Financialization, the Radical Imagination, and the Unpayable Debts of Settler Colonialism », *Cultural Politics*, vol. 13, n° 3, 2017, p. 348. ↵
 49. Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Emissions Gap Report: The Closing Window – Climate crisis calls for rapid transformation of societies*, Nairobi, United Nations, 2022. ↵
 50. David I. Armstrong McKay, et al., « Exceeding 1.5°C global warming could trigger multiple climate tipping points », *Science*, vol. 377, n° 6611, 2022. ↵
 51. Luke Kemp, et al., « Climate Endgame: Exploring catastrophic climate change scenarios », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 119, no. 34, 2022. ↵
 52. Brian O'Neill, Maarten van Aalst et Zelina Zaiton Ibrahim, « *Key Risks Across Sectors and Regions* », dans UN Intergovernmental Panel on Climate Change, Working Group II, *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*, Cambridge, UK et New York, Cambridge University Press, 2022, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_Chapter16.pdf (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
 53. Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, *Our World at Risk: transforming governance for a resilient future*, 2022, <https://www.undrr.org/gar2022-our-world-risk#container-downloads> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
 54. AXA Insurance, *Axa Future Risks Report*, 2022, <https://www.axa.com/en/news/2022-future-risks-report> (dernière consultation le 3.3.2023). ↵
 55. Patrick Bolton, et al., *The Green Swan: Central banking and financial stability in the age of climate change*, Bâle, Bank for International Settlements, 2020. ↵
 56. UAL, *Climate Action Plan*, op. cit. ↵
 57. Pierre Bourdieu, op. cit., p. 164. ↵
 58. Cécile Deer, « Doxa », dans Michael Grenfell (dir.), *Bourdieu Key Concepts*, Abingdon, Routledge, 2013, p. 116. ↵
 59. Programme des Nations unies pour l'environnement, op. cit. ↵
 60. Patrick Bolton, et al., op. cit., p. 24. ↵
 61. Pierre Bourdieu, op. cit., p. 169. ↵
 62. Roslyn M. Frank, « Shifting Identities: The Metaphorics of Nature-Culture Dualism in Western and Basque Models of Self », *Metaphorik*, avril 2003, p. 74. ↵
 63. Pierre Bourdieu, « The Forms of Capital » [1986], dans Imre Szeman et Timothy Kaposy (dir.), *Cultural Theory: An Anthology*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2011, p. 81–93. ↵
 64. Henry A. Giroux, « Developing Educational Programs: Overcoming the Hidden Curriculum », *The Clearing House*, vol. 52, n° 4, 1978, p. 148–151. ↵
 65. Pierre Bourdieu, *Outline of a Theory of Practice*, op. cit., p. 170. ↵
 66. Environmentally Sustainable Development. ↵
 67. UNESCO, *Education for Sustainable Development*, Paris, UNESCO, 2017, p. 53. ↵
 68. Ibid., p. 10. ↵

CONTENU APPARENTÉ

Arts visuels, Cinéma, Communication visuelle, IRAD – Institut de recherche en Art et en Design

Arts visuels, TRANS – Art, éducation, engagement

Arts visuels, TRANS – Art, éducation, engagement

15.07.2024

ISSUE #24 MATÉRIALITÉS DU NUMÉRIQUE

Ce numéro d'ISSUE regroupe des contributions qui questionnent les matérialités du numérique et les enjeux écologiques, de classe, de race et de genre qui les traversent.

20.11.2023

LES ASPECTS MICROPOLITIQUES ET HOLISTIQUES DES ÉCOPÉDAGOGIES

Le capitalisme cognitif d'aujourd'hui fonctionne sur la logique du séparatisme, qui exige l'auto-marchandisation et l'auto-représentation : une logique de l'extériorité qui, comme nous le savons, est également inscrite, par exemple, par les médias...

20.11.2023

JOUER DANS LE VIDÉ. L'ÉCOPÉDAGOGIE

Je souhaite écrire sur ma pédagogie, qui est basée sur la performance, en relation avec une recherche textuelle plus explicitement politique. Ceci afin de mettre en évidence d'importantes tensions issues de la...

MÉTADONNÉES

Texte sous licence: CC BY-SA 4.0

Catégories

Arts visuels

Tags

écologie pédagogie

Type de contenu

essai long format

[Contact](#) [Newsletter](#)

ISSUE Journal of Art & Design

La revue en ligne des recherches pratiques et théoriques de la Haute école d'art et de design de Genève (HEAD – Genève, HES-SO)

Pour accéder à toutes les publications de la HEAD – Genève : head-publishing.ch

Suivez nous sur **[Instagram](#)**